

## L'offensive du Chemin des Dames

*D'après « L'offensive du 16 avril : la vérité sur l'affaire Nivelle » - Jean de Pierrefeu – 1919*

- **La préparation.**

Comment, en effet, avons-nous préparé l'offensive sur le Chemin des Dames ?

Le panégyriste le plus fougueux du général Nivelle (*Commandant De Civrieux : Page de vérité. L'offensive de 1917*), dont le livre pour qui sait lire est le plus terrible réquisitoire qu'on ait écrit jusqu'à ce jour sur cet infortuné général, va nous le dire lui-même :

Une seule voie normale d'avant-guerre, celle de Reims à Braisne, desservait le front des opérations. Complétée en principe par plusieurs raccordements et de nombreuses voies ferrées de 0,60, poussées elles-mêmes jus- qu'aux lignes de feu, elle ne fut pas équipée avec l'ampleur utile. De même les deux nouvelles voies normales Fismes-Bouleuse et Fismes-Reims, non achevées à temps, ne furent pas aménagées en vue de débarquements rapides des troupes et des munitions. Bien mieux, la grande gare régulatrice fixée à Conantre, entre Sézanne et Fère-Champenoise, ne sera pas utilisée en dernière heure par suite de rivalités bureaucratiques entre les gares régulatrices de Troyes et de Noisy-le-Sec.

D'autre part, si 250 kilomètres de voies étroites sillonnèrent l'arrière du champ de bataille, le débit de ces voies resta au-dessous de ces prévisions, par suite de la mauvaise qualité du ballast, de l'insuffisance du personnel, du déficit en machines et en matériel roulant. Enfin le dégel de l'équinoxe, survenant après les grands froids de l'hiver, transforma en bourbiers crevés d'ornières les routes construites en vue de l'offensive. En conséquence, les transports automobiles se heurtèrent à des difficultés insuffisamment prévues.

C'est ainsi que, sans doute, les munitions accumulées dans les parcs parvinrent avec retards et par à-coups jusqu'aux unités engagées, et celles-ci purent avoir le sentiment que subitement les munitions pouvaient faire défaut.

L'énorme machine, ajoute le rapport Bérenger, était bien là préparée et outillés. Mais ses transmissions, trop hâtives et trop faibles pour une aussi lourde masse, n'ont que faiblement fonctionné. Et cette faiblesse a pesé sur toute l'offensive : on peut même dire que c'est elle qui a rendu illusoire la seconde partie du programme de rupture.

Mais à ce défaut d'organisation pourtant si grave dans une offensive qui devait se dérouler à un rythme

accélééré, s'ajoutaient bien d'autres erreurs.

Le matériel d'artillerie destiné à pulvériser les puissantes fortifications ennemies sur toute leur profondeur était en nombre insuffisant. Le programme de fabrication en cours n'arrivait à échéance que dans plusieurs mois, et bien qu'on eût ramassé en vue de l'attaque tous les calibres, tous les modèles disponibles, on ne disposait pas du nombre voulu pour une opération de cette envergure. Nous aurions pu attaquer efficacement avec nos moyens sur 35 kilomètres au plus ; or, on se proposait de battre un front de 53 kilomètres.

Nous disposions (artillerie de campagne, artillerie lourde, artillerie à longue portée) de 3600 pièces environ pour la VIe et la Ve armée, à qui incombaient la rupture. Ce chiffre, qui peut paraître très élevé, est en réalité très inférieur à celui que le règlement d'octobre 1917 prescrira à la suite d'expériences probantes. La dotation moyenne d'artillerie à cette époque rien qu'en A. C., A. L., et A. L., G. P., non compris les canons de tranchée, est fixée à 108 pièces au kilomètre et la dotation forte à 150.

Pour une attaque comparable à celle-ci, la Ve et la VIe armée auraient dû disposer pour un front de 40 kilomètres de 4320 pièces dotation moyenne, de 6 000 pièces dotation forte. Et pour battre quatre positions ennemies à la fois, la dotation forte s'imposait évidemment. Quant à la qualité, notre matériel d'artillerie lourde se composait en majeure partie de pièces à tir lent, d'où longueur de la préparation.

Nous avions fort peu de projectiles à gaz, d'où nécessité d'user surtout de tirs de destruction observée.

Mais l'observation à cause de notre position en contre-bas était impossible, par manque d'observatoires terrestres ; l'aviation seule nous permettait d'exécuter les réglages indispensables. Par suite du mauvais temps continu, les vols furent réduits à rien : 70 p. 100 des réglages ne purent être effectués.

Néanmoins, l'artillerie se mit à tirer avec une prodigalité inouïe au petit bonheur : certains jours, on utilisa 1 200 000 projectiles de tous calibres. En dépit de ce déluge de mitraille, les photos aériennes montraient que la plupart des organisations ennemies restaient intactes.

Pour l'infanterie, même insuffisance. Le front d'attaque de la VIe armée, par exemple, d'environ 20 kilomètres, comprenait 13 kilomètres de secteur actif. Sur ces 13 kilomètres, le général Mangin disposait de 6 divisions en première ligne, 4 divisions en réserve de corps d'armée et 1 division en réserve de général en chef, soit un total de 11 divisions ; ce qui donnait aux 6 divisions de première ligne, un front de plus de 2 kilomètres à tenir.

L'Instruction du 31 octobre 1917, qui marque l'apogée de la méthode offensive française et met en

œuvre notre expérience de trois ans de guerre, prévoit des disponibilités autrement fortes. Elle établit trois types de dotations : dotation maxima, dotation moyenne, dotation minima, chacune d'elles correspondant à une situation particulière de l'ennemi.

C'est ainsi que la dotation maxima correspond à la situation d'un ennemi en garde, c'est-à-dire renforcé et puissamment outillé sur des positions complètement organisées. Elle a pour but de permettre une succession rapide d'efforts puissants.

Cette situation s'applique exactement à celle de l'armée Mangin sur le front de l'Aisne. Or, dans ce cas, le règlement du 31 octobre prévoit que sur toute l'étendue du front actif, les divisions d'infanterie de première ligne seront engagées chacune sur un front de 1200 mètres seulement, et qu'il y aura autant de divisions de deuxième ligne que de divisions de première ; soit, pour 13 kilomètres, 10 divisions de première ligne et 10 divisions de deuxième ligne.

On voit quel écart sépare la méthode de calcul des forces employées par le général Nivelle, de la méthode préconisée par le général Pétain en octobre 1917.

L'attaque fixée, après des retards successifs, au 10 avril, fut reculée au 14, puis au 16.

Le général Mangin s'avisant le 4 avril que « ses observatoires terrestres n'apercevaient que les premières lignes allemandes », réclama le premier, un délai de deux jours. Ensuite, le général Micheler obtint deux nouveaux jours de préparation. Enfin le général Mangin, revenant à la charge, estime que quarante-huit heures de plus lui étaient indispensables.

Ce ne fut, paraît-il, que lorsque les exécutants eurent déclaré par téléphone « que la préparation d'artillerie était parvenue aux résultats utiles » que le général en chef donna le signal de l'attaque.

Mais quoi, pouvait-on reculer encore ? A quoi aurait servi de retarder d'un jour ou même de huit, désormais, cette offensive si mal préparée, si inopportune, que l'ennemi, renseigné de longue date, en possession depuis l'affaire de Sapigneul, où il avait fait 800 prisonniers dont un commandant, de tous les croquis, attendait à coup sûr ?

C'est plus tôt qu'il eût fallu prendre les résolutions sages. Et d'ailleurs, depuis le 9 avril, les Britanniques étaient entrés en action. Le fossé était là, il fallait le franchir.

Tous ces retards infligeaient par surcroît aux soldats des souffrances qui affaiblissaient leur état physique. Cette énorme masse de troupes rassemblée dans un espace aussi restreint manquait de

cantonnements. Combien d'unités campèrent dans la boue, pendant plusieurs jours, sous la pluie battante, dans le froid glacial ?

Les régiments noirs, entre autres, avant d'être engagés, perdirent en malades le quart de leur effectif. Admirables soldats, dont l'enthousiasme persistait en dépit du temps affreux et qui montraient une confiance digne d'un meilleur sort. On leur avait dit que l'ennemi ne résisterait pas à un choc pareil. La vue de tant de canons, de tant de matériel, de tant de régiments, redoublait leur confiance. Mais, s'ils avaient pu interroger leurs colonels ou leurs généraux, ils auraient été épouvantés du souci qui rongait leur cœur.

En effet, à ces hommes qui avaient acquis sur le champ de bataille une dure expérience, les fautes commises n'échappaient pas. Beaucoup d'entre eux, n'écoulant que leur conscience, avaient fait part à l'autorité supérieure de leurs craintes. Le gouvernement chaque jour, recevait lettres et rapports, la plupart signés de noms connus, qui criaient qu'on s'engageait dans une aventure folle et que l'armée française courait au désastre. Des parlementaires, saisis de plaintes semblables, affluaient au cabinet du ministre.

Toutes ces réclamations concordaient étrangement, montraient les lacunes et les fautes avec une précision troublante.

Il suffit de citer un de ces documents pour comprendre quelle inquiétude devait s'emparer du ministre qui les recevait :

*Secteur postal 184, le 4 avril 1917. Note sur la prochaine offensive.*

*A. - Situation des armées françaises sur le front Nord-Est à la fin de février 1917 (avant le recul allemand).*

Les lignes allemandes d'Arras à Soissons forment un saillant accentué très garni de troupes. Nous nous proposons de réduire ce saillant et de faire ces troupes prisonnières.

Dans ce but, quatre attaques principales franco-anglaises sont prévues s'échelonnant d'Arras à Reims, chacune de ces attaques décalée de cinq jours environ par rapport à la précédente. Les attaques s'échelonnent donc sur une période de vingt jours et sur un front très considérable ; l'ennemi ne pourra discerner clairement quel est le point où l'attaque sera décisive.

Les résultats à attendre de cette grande opération sont les suivants : en échange de sacrifices

probablement lourds, on peut espérer gagner 40 ou 50 kilomètres, faire prisonniers 100000 à 150000 hommes, peut-être même rompre complètement les lignes allemandes.

*B. - Situation au commencement d'avril.*

Le saillant d'Arras à Reims a à peu près complètement disparu. La nasse dans laquelle on pouvait espérer prendre 100000 Allemands a disparu du même coup. La situation sur laquelle était basée la précédente manœuvre stratégique est entièrement bouleversée.

Ce n'est plus du reste quatre attaques qu'il s'agit de déclencher, c'est seulement deux avec décalage de cinq jours entre elles. Le doute sur le point d'application n'existe plus pour l'ennemi.

Le G. Q. G., en face d'une situation entièrement nouvelle, n'a modifié son plan initial que dans les limites minima. Il se flatte d'obtenir avec des modifications de détail un résultat analogue à celui qu'il espérait précédemment avec raison. Comme toujours, - le passé est là pour le prouver, - il montre un illusionnisme et un optimisme absolus.

Il commet là une faute grave qui peut avoir pour la France des conséquences irréparables.

De l'aveu d'un grand nombre d'exécutants, de l'avis surtout de leurs chefs eux-mêmes, la manœuvre ne peut plus avoir qu'une portée tactique et restreinte. Certes nous ferons des prisonniers, nous prendrons des canons, mais au prix des plus lourds sacrifices, et nous n'obtiendrons aucun résultat stratégique. Nos gains se borneront forcément à une étroite bande de 10 à 20 kilomètres. Les Allemands amenant leurs réserves nous arrêteront net.

Les événements de Russie d'une part, le raccourcissement des lignes allemandes de l'autre, ont permis à nos ennemis d'augmenter sérieusement leurs disponibilités : elles se chiffrent au moins par 60 divisions, dont 45 sur le front français.

En somme il apparaît clairement :

- a. Que la prochaine offensive française se déclenchant en ce moment n'obtiendra que des résultats fort minces, mais nous coûtera, si elle est poussée à fond, comme il en est dans l'intention du G. Q. G., des pertes extrêmement lourdes, et le pays n'a plus d'hommes, après ceux-ci qui lui constituent sa dernière et magnifique armée ;
- b. Que les illusionnistes du G. Q. G., s'appuyant sur l'autorité de quelques chefs énergiques, mais à

vues courtes, ne veulent pas voir que les effectifs des réserves allemandes sont tels que toute manœuvre stratégique vraiment payante est impossible sur le front d'attaque choisi ;

- c. Qu'en déclenchant cette offensive en ce début de printemps, pluvieux et froid, nos pertes par le feu s'accroîtront du quart, du tiers, peut-être plus encore ; les masses mises en mouvement dans le G. A. R. sont telles en effet (1 200 000 hommes) qu'une grande partie des troupes devront coucher en plein air de façon constante, et il n'est pas nécessaire d'en dire plus ;

- d. Que nous allons dès avril, sans avoir derrière nous aucune réserve, engager toute l'armée française dans une opération formidable et probablement sans issue, et que faute d'hommes, lorsque la belle saison reviendra, nous ne pourrons pas poursuivre nos efforts.

Enfin, il saute aux yeux de tous les gens qui réfléchissent que la direction générale de la guerre est actuellement livrée au hasard et n'est assurée par personne.

Je résume ici l'opinion des chefs les plus réputés de notre armée et notamment du chef même qui doit diriger la prochaine offensive, le général Micheler.

Pour ma part, je suis si profondément ému de voir qu'à une situation entièrement nouvelle, le G. Q. G. n'a pas trouvé moyen de faire face autrement que par un rafistolage d'un projet désormais sans bases sérieuses, que je crois de mon devoir d'adresser au gouvernement de la façon la plus pressante et la plus formelle la demande suivante :

Comme député, comme ancien ministre de la Guerre, et enfin comme chef responsable de la vie de 10000 hommes, je demande que le gouvernement, avant que s'engagent les opérations, convoque, consulte et entende tous les commandants de groupes d'armée, soit ensemble, soit séparément, en commençant par celui qui demain va conduire les armées françaises à l'attaque : le général Micheler.

Signé : Messimy.

Un cri d'alarme poussé avec cette vigueur ne pouvait rester sans écho.

Le 6 avril, la réunion demandée eut lieu, et nul doute qu'elle eût abouti, si le courage civique des hommes de valeur qui y prirent part avait pu être à la hauteur de leur courage militaire.